



Centre Hospitalier de Versailles  
André-Mignot  
Cellule Commande Publique GHT 78 Sud

**MARCHÉS PUBLICS  
DE PRESTATIONS  
INTELLECTUELLES**

# Mission de commissariat aux comptes pour le Centre Hospitalier de Rambouillet pour la période de 2026 à 2031 inclus

Passé selon la procédure  
Appel d'offre ouvert (Article R2124-2 1° R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique).

**Cahier des clauses administratives  
particulières (CCAP)**










Consultation n°

2025MM22

## SOMMAIRE

1.	DEFINITIONS.....	3
2.	OBJET DU CONTRAT .....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT .....	4
4.	DUREE DU CONTRAT ET DELAIS D'EXECUTION .....	4
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	4
6.	CONDITIONS DE REALISATION DES PRESTATIONS .....	7
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	7
8.	LITIGE ET SANCTIONS.....	9
9.	FIN DU CONTRAT .....	10

## ELEMENTS CLES DU CONTRAT

	Objet du contrat	Mission de commissariat aux comptes pour le Centre hospitalier de Rambouillet
	Acheteur	Centre hospitalier de Versailles
	Type de contrat	Une partie forfaitaire et une partie à bons de commandes avec un montant maximum de 600.000 € HT mono-attributaire
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	Centre Hospitalier de Rambouillet – 5/7 rue Pierre et Marie Curie – 78120 RAMBOUILLET
	Durée	Six ans (12 mois renouvelable tacitement 5 fois 12 mois)
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 1000$
	Variation des prix	Fermes pour la première année, puis formule de révision : $P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times SYN(n)/SYN(o)]$
	Nature des prix	Prix <b>mixtes</b> (forfaitaires et unitaires)

## 1. DEFINITIONS

Terme	Définition
<b>Contrat</b>	: Le contrat est un marché public passé en Appel d'offre ouvert - Code de la commande publique. Le contrat fait référence au CCAG Prestations Intellectuelles (CCAG PI) du 30 Mars 2021
<b>Acheteur</b>	: L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté
<b>Titulaire</b>	: Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
<b>Prestation</b>	: La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.
<b>CCTP</b>	: Cahier des Clauses Techniques Particulières
<b>CCAG</b>	: Cahier des Clauses Administratives Générales

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Mission de commissariat aux comptes pour le centre hospitalier de Rambouillet (CHR) pour la période de 2026 à 2031 inclus.

Cette mission est prévue par l'article L 6145-16 du Code de la santé publique et le décret d'application n°2013-1238 du 23 décembre 2013 dans le cadre de la certification des comptes des établissements publics de santé.

#### ■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est le **Centre hospitalier de Rambouillet**.

#### **Adresse et coordonnées :**

Centre hospitalier de Rambouillet 5/7  
rue Pierre et Marie Curie  
78120 RAMBOUILLET

Cette entité est nommée « établissement » par la suite.

#### ■ Acheteur

Centre Hospitalier de Versailles - André Mignot  
Direction des Achats  
Cellule Commande Publique GHT 78 Sud  
177, rue de Versailles  
78157 Le Chesnay-Rocquencourt

Le Centre Hospitalier de Versailles agit pour le compte du Centre Hospitalier de Rambouillet.

#### ■ Pièces contractuelles :

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI :

- l'acte d'engagement et ses annexes ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- le Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations objet du marché ;
- les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire ;
- l'offre technique du titulaire ;

Les exemplaires originaux des pièces du marché conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Notamment, les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## 2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour le compte de l'acheteur **Centre Hospitalier de Rambouillet** représenté par Centre Hospitalier de Versailles André Mignot.

#### Adresse et coordonnées :

Centre Hospitalier de Rambouillet  
5/7 rue Pierre et Marie Curie  
78120 RAMBOUILLET

## 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

---

#### ■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

Le non allotissement s'explique par l'impossibilité d'identifier des prestations distinctes.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**.

#### ■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

#### ■ Montant maximum du marché pour la durée maximale :

Le montant maximum pour la partie à bons de commandes pour toute la durée du marché est **de 600.000 € HT**.

#### ■ Présentation des bons de commande :

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : les référents techniques de chaque établissement partie au GHT 78 sud.

#### ■ **Forme des bons de commande :**

Les bons de commande respectent la présentation demandée ci-dessus.

#### ■ **Prestations similaires :**

L'acheteur peut passer avec les titulaires, des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence pour des prestations similaires dans le respect des dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat.

Les prestations similaires pourraient avoir lieu pour un autre établissement du GHT 78 Sud.

## 4. DUREE DU CONTRAT ET DELAIS D'EXECUTION

#### ■ **Délais d'exécution :**

Le délai d'exécution des prestations est fixé à **six (6) ans** à compter de 2026 jusqu'à 2031 inclus.

Les prestations s'exécuteront à partir de l'exercice comptable de 2026 pour se terminer lors de la remise des derniers rapports et recommandations sur les comptes de l'exercice 2031, soit au plus tard en juin 2032.

## 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

### 5.1. Prix du contrat

#### ■ **Nature des prix :**

Les prix du contrat sont **mixtes** : forfaitaires et unitaires.

Le montant estimatif pour la partie forfaitaire est de 180 000,00 € HT. Ce montant n'engage pas l'administration.

Le montant maximum pour la partie à bons de commande est de 600 000,00 € HT.

#### ■ **Variation des prix :**

Les prix du marché sont **révisables** par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix du présent marché sont maintenus la première année. **A compter de la date anniversaire du marché**, les prix sont révisés annuellement à la hausse ou à la baisse par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times \text{SYN}(n)/\text{SYN}(o)]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro ;

Les index utilisés sont les suivants : <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>

SYN : Syntec (sociétés assujetties à la TVA)

Les index sont publiés sur le site de l'INSEE.

- SYN(n) est le dernier indice connu au moment de la demande de révision des prix. (La révision est demandée deux mois avant la date anniversaire du présent marché)
- SYN(o) est le dernier indice publié à la date de la précédente révision ou indice publié au moment de la conclusion du contrat (mois de remise des offres).

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif ou barème avec un préavis de deux (2) mois minimum avant la date prévue pour la révision.

Toutefois le prix de règlement ne pourra excéder le prix résultant de l'évolution de l'indice en vigueur aux dates prévues pour l'ajustement sur le barème du titulaire.

#### ■ **Clause butoir :**

La révision des prix sera limitée à une augmentation annuelle maximale correspondante à 2% par rapport aux prix révisés de l'année précédente.

#### ■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
- tous les frais afférents à la bonne exécution (même si les prestations n'ont pas été expressément prévues au cahier des charges),
- la collecte des données contenues dans les documents et études détenues par le pouvoir adjudicateur, les divers services et administrations...,
- toutes les autres dépenses (la production et la reprographie de documents, plans, montages...),
- le matériel nécessaire à la présentation des résultats (documents de travail pour les réunions...),
- toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission,
- toutes sujétions nécessaires à l'exécution des services,
- le travail en cabinet et dans les locaux du Centre Hospitalier de Rambouillet,
- tous frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations, de transports majorés, bénéfices de l'entreprise...,
- l'assistance téléphonique,
- tous les débours générés par le projet.

#### ■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## **5.2. Conditions de paiement**

#### ■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les libellés des prestations et des fournitures faisant l'objet des facturations doivent être exprimés en clair. La facture ne devra pas être antérieure à la livraison ou à la date du service fait.

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures sur le site Chorus Portail Pro, ces dernières devront être adressées en renseignant :

- le code SIRET de l'entité destinataire : 267 800 076 000 64 qui identifiera le C.H de Rambouillet
- le code du service GENERAL\_AVEC\_ENGAGEMENT.

#### ■ Périodicité des paiements :

Le paiement se fait en deux temps. Au début de chaque exercice annuel de certification des comptes par le titulaire, ce dernier notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement établissant les prestations à réaliser, le montant arrêté des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché pour l'année en cours. Un premier acompte est versé au moment de la signature de l'ordre de mission. Le solde de tout compte est opéré après le rapport de l'exercice concerné.

#### ■ Régime des paiements :

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par les articles L2191-4 et R2191-20 à R2191-22 du Code de la Commande Publique. Le caractère définitif des paiements intervient au moment du solde de l'exercice annuel.

#### ■ Libellé de remise des demandes de paiement :

Centre Hospitalier de Rambouillet  
Direction des finances  
5/7 rue Pierre et Marie Curie  
78120 RAMBOUILLET

#### ■ Comptable assignataire des paiements :

Monsieur le Trésorier du Centre Hospitalier de Rambouillet  
12 rue l'Ecole des postes,  
78 015 VERSAILLES CEDEX  
jean.pitois@dgfip.finances.gouv.fr  
01 71 42 73 96

#### ■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **cinquante jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

: forfait de 40 € de frais de recouvrement



La date servant de point de départ au délai global de paiement (sous réserve de service fait réalisé préalablement) est la date de « mise à disposition de la facture au destinataire ». Cette date est tracée et consultable dans l'historique Chorus-Pro.

## 6. REALISATION DES PRESTATIONS

---

### 6.1. Conditions d'exécution

#### ■ Option retenue

L'option retenue pour l'exécution du présent marché est l'option B de l'article 35 du CCAG PI.

### Exécution complémentaire

#### Réalisation de prestations supplémentaires à prix unitaire

Des travaux complémentaires d'audit peuvent être menés par les commissaires aux comptes. Il peut s'agir de l'exécution de Diligences Directement Liées (DDL) à la mission du commissaire aux comptes : attestations, consultations, revue approfondie du contrôle interne, revue ciblée du système d'information suite à un changement d'application.

Elles donnent alors lieu à facturation selon les tarifs journaliers du bordereau de prix unitaire, en fonction du profil de l'intervenant (junior/senior/associé).

### 6.2. Opérations de vérifications

#### ■ Vérifications quantitatives et qualitatives

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG-PI.

#### ■ Décisions après vérifications

Ces opérations de décision sont effectuées conformément aux conditions prévues à l'article 28 du CCAG-PI.

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

#### ■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

### ■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel et à l'obligation de discrétion.

### ■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

### ■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

#### ■ Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ Sous-traitance :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

### 8.1. Pénalités pour retard

En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule  $P = V \times R / 1000$ .

Avec :

P : montant de la pénalité  
V : montant HT de la prestation concernée par la pénalité  
R : nombre de jours de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, même en deçà de 1 000 € de pénalités totales, le titulaire a à charge de payer intégralement les sommes dues.

Les pénalités s'appliquent après réalisation des constats par le pouvoir adjudicateur. Les constats sont notifiés au titulaire du marché par voie électronique ou postale. Les pénalités sont notifiées par voie postale ou électronique au titulaire.

## **8.2. Autres dispositions**

### **■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :**

Les dispositions de l'article 27 du CCAG PI s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure rester sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### **■ Protection de l'environnement / Développement durable :**

Le titulaire met tout en œuvre pour assurer une politique de développement durable à jour de la réglementation en vigueur et exécute les prestations du présent contrat selon l'application de règles respectant l'environnement.

A ce titre, il s'engage à :

Limiter la production de déchet et favoriser leur tri, recyclage ou valorisation ;

Réduire les consommations énergétiques et de ressources naturelles ;

Utiliser, lorsque cela est possible, des produits ou matériaux éco-labellisés, recyclés ou issus de filières durables ;

Privilégier les modes de transports à faible impact environnemental pour les livraisons et déplacements.

L'acheteur pourra être en mesure de demander au Titulaire les mesures prises pour respecter lesdites prescriptions législatives et réglementaires en vigueur.

### **■ Clause RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) :**

Le titulaire s'engage, dans le cadre de l'exécution du présent marché, à adopter une démarche intégrant des considérations sociales, environnementales et éthiques. Le titulaire devra :

Respecter les principes de non-discrimination, d'égalité professionnelle et de diversité au sein des équipes ;

Favoriser lorsque cela est possible, l'emploi de personne en insertion ou en situation d'handicap ;

Fournir à la demande du pouvoir adjudicateur, tout document attestant de ses engagements RSE.

### **■ Résiliation pour faute :**

L'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 39 du CCAG PI. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

#### ■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal administratif de Versailles  
56 avenue de Saint-Cloud  
VERSAILLES  
78000

Téléphone : 0139205400  
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr  
Télécopie : 0139205487  
Site internet : <http://www.ta-versailles.juradm.fr>

## 9. FIN DU CONTRAT

---

#### ■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ **Moyens mis à disposition :**

Sans objet.

■ **Garantie de continuité de la prestation :**

Dans toutes les circonstances, le prestataire doit obligatoirement s'engager à assurer, dans son ensemble, les prestations définies dans le présent document et dans le CCTP.

En cas d'impossibilité d'assurer la prestation (dysfonctionnement technique, immobilisation des équipements, grève des personnels, etc.), le titulaire s'engage à informer le Centre Hospitalier de Rambouillet dès la connaissance de l'information et devra disposer d'une solution immédiate, conforme à la réglementation en vigueur, sans pouvoir prétendre à une majoration des tarifs proposés.

Le titulaire prend, à ses frais, les dispositions nécessaires au bon déroulement de la mission.

**Liste des dérogations au CCAG Propriété Intellectuelle :**

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI par l'article 2 du CCAP

Dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI par l'article 8 du CCAP

Dérogation à l'article 36 du CCAG PI par l'article 9 du CCAP